

LA CRITIQUE FÉMINISTE-MARXISTE : DU TRAVAIL DOMESTIQUE AUX THÉORIES DE LA REPRODUCTION SOCIALE

[Charlène Calderaro](#)

La Découverte | « Travail, genre et sociétés »

2022/2 n° 48 | pages 113 à 128

ISSN 1294-6303

ISBN 9782348076091

DOI 10.3917/tgs.048.0113

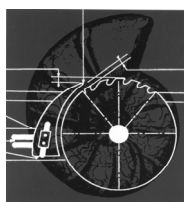
Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2022-2-page-113.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



MUTATIONS

LA CRITIQUE FÉMINISTE-MARXISTE : DU TRAVAIL DOMESTIQUE AUX THÉORIES DE LA REPRODUCTION SOCIALE

Charlène Calderaro

UTOPIE CONCRÈTE, TRAVAIL ET GENRE. LE CAS ONEIDA

Michel Lallement

LA CRITIQUE FÉMINISTE-MARXISTE : DU TRAVAIL DOMESTIQUE AUX THÉORIES DE LA REPRODUCTION SOCIALE

Charlène Calderaro

Après avoir critiqué l'angle mort de Marx sur le travail domestique dès les années 1920, la pensée féministe-marxiste a connu d'importantes évolutions notamment depuis les années 1970 qui ont consacré le grand débat sur le travail domestique au sein de la théorie féministe occidentale. Le terme de « féminisme-marxiste » fait référence à un courant de pensée théorique et à une tendance du féminisme contemporain qui s'inspirent de la théorie de Marx en l'étendant au travail reproductif des femmes et à leur rôle dans les rapports de (re)production capitaliste. Si le marxisme a influencé beaucoup de féministes qui n'en porteront pas le label, les théoriciennes dites « féministes-marxistes » se reconnaissent dans un *corpus* relativement unifié autour de l'importance du travail domestique des femmes dans le fonctionnement du système de (re)production capitaliste, point aveugle qu'elles ont identifié très tôt dans l'œuvre marxiste.

C'est en s'opposant au matérialisme français lors de la querelle autour de l'origine de l'oppression des femmes et du lien entre patriarcat et capitalisme que les féministes-marxistes anglophones ont gagné en visibilité dans

le monde francophone à la fin des années 1970. Si elles y étaient moins présentes dans les années 1990-2000, marquées par la réception des théories post-structuralistes et *queer* en France [Lauretis, 1987 ; Butler, 2005], leurs réflexions semblent aujourd'hui connaître un renouveau dans la francophonie. Depuis les traductions françaises de l'ouvrage de Silvia Federici *Point zéro : propagation de la révolution. Salaire ménager, reproduction sociale, combat féministe* et de Caliban et la Sorcière, respectivement en 2012 et en 2016, la perspective féministe-marxiste semble faire l'objet d'une nouvelle attention dans la théorie féministe francophone et au sein des mouvements féministes. Alors que la question du travail reproductif avait été relativement mise au second plan par le mouvement féministe contemporain [Bidet-Mordrel, Galerand et Kergoat, 2016] il semble y avoir, au-delà de la circulation de ces ouvrages féministes-marxistes, un regain d'intérêt pour la grève du travail reproductif, qui réintègre alors les répertoires d'action collective de certaines parties du mouvement féministe.

Le courant féministe « lutte des classes », né au sein du MLF (Mouvement de libération des femmes) français après mai 1968, s'inspirait déjà de la grille de lecture marxiste dans les rapports de genre et de classe [Bidet-Mordrel et Bidet, 2001], de même que le féminisme matérialiste issu du courant radical du MLF, tous les deux opposés autour de la manière de prioriser ces rapports et donc les luttes qui y correspondaient¹. L'articulation des rapports de genre et de classe a été appréhendée de manière différente par les féministes-marxistes anglo-saxonnes et la place centrale qu'occupe le travail domestique et reproductif dans leur théorisation des rapports entre patriarcat, capitalisme et racisme fait l'objet de notre attention. Cet article se concentre alors sur l'évolution de la pensée féministe-marxiste tout en revenant sur le grand débat sur le travail domestique qui a marqué le féminisme dans les années 1970.

Un grand nombre de questions abordées dans les controverses des années 1970 sont en effet restées en suspens et, après une relative mise au second plan, certaines ressurgissent au gré d'une attention renouvelée pour le travail reproductif et le secteur du *care*. Les évolutions récentes du travail de *care* à l'échelle globale, qui tend à devenir une « marchandise mondialisée » [Molinier, 2009], invitent en effet à remettre cette question sur le devant de la scène. Les reconfigurations du travail reproductif, la privatisation croissante du secteur du *care* [Hochschild, 2004 ; Farris, 2017] et la multiplication des formes de travail gratuit [Simonet, 2018] sont autant d'éléments qui renforcent les dynamiques genrées, de classe, mais aussi racialisées et qui posent à nouveaux frais la question des liens entre patriarcat, racisme et capitalisme. Dans un contexte de quatrième vague où la théorie féministe

¹ Ainsi, le féminisme « lutte des classes » portait davantage l'enjeu de la place des femmes dans le travail productif.

francophone traite des problématiques relatives à l'articulation des différents axes d'oppressions, *via* les théories de l'intersectionnalité [Galerand et Kergoat, 2014 ; Lépinard, 2005, 2014 ; Chauvin et Jaunait, 2015] et les théories *queer* [Butler, 2005 ; Bourcier 2018], les développements récents de l'approche féministe-marxiste prennent eux aussi à bras-le-corps ces questions et proposent un cadre d'analyse unitaire [Bhattacharya, 2017] ou « de la totalité » [Boggio Ewanjée-Epée *et al.*, 2017]. À l'heure des articulations entre les oppressions mais aussi entre les approches théoriques qui visent à les analyser, à l'instar du « matérialisme *queer* » [Cervulle et Rees-Robert, 2010 ; Noyé, 2014] ou encore du « marxisme *queer* » [Arruzza, 2010 ; Floyd, 2013], revisiter les tensions entre les différentes approches peut s'avérer fructueux.

C'est en effet autour de cette question de l'imbrication des oppressions que semblent se reconfigurer les lignes de fractures depuis les années 1970, à la suite du débat sur le travail domestique et des tensions entre matérialismes féministes et féminismes marxistes. Si ces deux débats théoriques – celui autour du travail domestique et reproductif, d'une part, et celui autour de l'articulation des axes d'oppression, d'autre part – peuvent sembler isolés l'un de l'autre, leur réexamen à travers l'approche féministe-marxiste et les controverses auxquelles elle a participé peut permettre de reconsidérer leurs liens et leurs apports théoriques. C'est le parti pris de cet article qui propose de retracer les grandes lignes d'évolution de la pensée féministe-marxiste en partant de ses prémisses, dans les 1920, jusqu'à ses développements récents autour de la théorie de la reproduction sociale. Après un détour par le débat sur le travail domestique des années 1970 – et les controverses entre féminismes matérialiste et marxiste –, l'article propose de resituer les apports des derniers développements féministes-marxistes au regard des évolutions récentes du travail reproductif au sens large.

LES PREMIÈRES CRITIQUES FÉMINISTES DE L'ŒUVRE DE MARX AUTOUR DU TRAVAIL DOMESTIQUE

La ménagère peut passer toute la journée, du matin au soir, à nettoyer sa maison, elle peut laver et repasser le linge quotidiennement, faire tout son possible pour garder ses vêtements en bon état et préparer tous les plats qu'elle veut et que ses ressources lui permettent de préparer, elle terminera quand même la journée sans avoir créé aucune valeur. Malgré son industrie, elle n'aura rien fait qui puisse être considéré comme une marchandise [Kollontai, 1977 (1920), p. 255].

La critique de la non-reconnaissance du travail domestique effectué par les femmes apparaît chez les féministes socialistes dès le début du *xx^e* siècle. Le féminisme socialiste, qui naît à la fin du *xix^e* siècle autour de la *II^e* Internationale

socialiste, commencera à s'organiser à travers l'*Internationale socialiste des femmes* fondée en 1907, avec comme membres actives Clara Zetkin, Rosa Luxembourg ou encore Alexandra Kollontaï. Cette dernière met en avant, dès 1920, la problématique de l'absence de valeur produite par le travail domestique en s'appuyant sur la théorie de la valeur de Marx. Elle participera aux premières conférences de l'Internationale des femmes socialistes, lors desquelles apparaissent les premiers développements sur la situation du travail des femmes, essentiellement domestique et non-reconnu, comme un travail qui serait non-producteur de valeur et situé en dehors du système de production capitaliste.

L'idée que le travail domestique réalisé par les femmes est un travail, en ce sens qu'il produit de la valeur – ou qu'il contribue à la production de la valeur – va suivre son chemin, souvent en conversation avec les écrits de Marx dont s'inspirent les féministes-marxistes en commençant par leur opposer une critique fondamentale. C'est, dans un premier temps, l'invisibilité du travail domestique des femmes dans sa théorie de la valeur-travail qui est critiquée par les féministes-marxistes. Marx distingue en effet la valeur d'usage – mesurée par l'utilité d'un bien – et la valeur d'échange – mesurée par la quantité de travail moyen nécessaire à sa production [Marx, 1872]. Dans cette perspective, le travail domestique est alors considéré comme ne produisant qu'une valeur d'usage, mais aucune valeur d'échange et donc, *in fine*, aucune valeur réelle. Avec le primat donné à l'échange dans la définition de la valeur d'une marchandise, l'utilité d'une marchandise – comprenant donc sa capacité à répondre à des besoins humains et sociaux – passe au second plan ; elle est dévalorisée.

Plusieurs décennies plus tard, Margaret Benston sera une des premières féministes-marxistes à expliquer l'oppression des femmes par leur situation dans les rapports de (re)production : elle met en avant, en 1969, le lien entre l'absence de reconnaissance du travail domestique et sa situation en dehors de l'échange sur le marché, alors même qu'il revêt une valeur d'usage, et, plus qu'une utilité, « une production socialement nécessaire » [Benston, 1969] :

En quantité absolue, le travail domestique, qui inclut l'élevage des enfants, constitue un total énorme de production socialement nécessaire. Néanmoins, dans une société basée sur la production de la marchandise, il n'est pas considéré ordinairement comme un « travail réel » parce qu'il est en dehors de l'échange et du marché. Il est pré-capitaliste au sens même du mot. L'attribution du travail domestique comme fonction à une catégorie spéciale, « les femmes », cela veut dire que ce groupe a vraiment avec la production un autre rapport que le groupe « hommes », un rapport différent. [Benston 1970 (1969), p. 15-16]².

C'est directement à partir de cette non-reconnaissance du travail domestique qu'elle explique le statut social inférieur des femmes dans la société capitaliste :

² La traduction française du texte original de Margaret Benston « The Political Economy of Women's Liberation » [1969] est issue du numéro spécial de la revue *Partisans*, 1970, « Libération des Femmes : année zéro », n° 54-55, p. 23-31.

C'est dans cette définition des femmes qu'il faut chercher la base économique de leur statut inférieur. Dans une société où l'argent détermine la valeur, les femmes sont un groupe dont le travail n'appartient pas à l'économie de l'argent. Leur travail n'est pas monnayable, il est donc sans valeur, il ne constitue même pas un travail réel [ibid., p. 16].

La critique formulée par les féministes-marxistes part donc d'abord de ce constat de l'angle mort que constitue le travail domestique dans l'œuvre de Marx. C'est en ce sens que l'on peut retracer l'émergence des premières théories féministes de la reproduction sociale dans les années 1920, dès la mise en avant de la fonction de reproduction de la force de travail du travail domestique des femmes, pour aboutir à la conclusion que le travail domestique est une « production socialement nécessaire » [Benston, 1969].

LES ANNÉES 1970 ET LE TRAVAIL DOMESTIQUE : « LIBÉRATION DES FEMMES : ANNÉE ZÉRO »³

Après l'apport des féministes socialistes, la tradition marxiste autonome⁴ se concentre, dès la fin des années 1960, sur la reconnaissance du travail domestique comme travail et sur l'analyse de son rôle dans les rapports de production. Le *Domestic Labour Debate*, qui prend place dans les années 1960-1970, constitue alors un moment clé permettant aux féministes-marxistes de mettre en avant la problématique du travail domestique dans les débats féministes et plus largement dans les milieux de gauche. Le grand débat de la décennie opposera ainsi les théoriciennes et les courants de pensées féministes autour de la conception du travail domestique, mais également autour de la conception et de l'origine de l'oppression des femmes.

C'est dès 1972 que sera lancée la campagne *Wages for Housework* (salaire au travail ménager), avec pour actrice principale Silvia Federici, cofondatrice de l'*International Feminist Collective*, aux côtés d'autres féministes autonomes comme Mariarosa Dalla Costa, Selma James ou encore Brigitte Galtier. Il s'agit alors non seulement de faire reconnaître le travail domestique comme travail, mais également de mettre au jour sa fonction de reproduction de la force de travail :

Car dès que nous levons la tête des chaussettes que nous recousons et des repas que nous cuisinons, et que nous regardons la totalité de notre journée de travail, nous constatons que si cela ne se traduit pas par un salaire pour nous-mêmes, nous produisons néanmoins le produit le plus précieux dans le marché capitaliste : la force de travail. [Federici, 2012, p. 31].

Si le travail domestique non rémunéré n'est pas directement créateur de valeur dans le capitalisme, il est néanmoins nécessaire à la création de la valeur : c'est ici la pierre angulaire de la théorie que développent les féministes marxistes. Affirmer que la force de travail est une marchandise qui, à

³ Le titre de ce numéro spécial de la revue *Partisans* paru à l'automne 1970, devenu historique, présageait déjà de la richesse des débats théoriques féministes qui allaient suivre.

⁴ L'adjectif autonome se rapporte ici à l'origine au mouvement opéraïste italien des années 1970. Les féministes marxistes italiennes des années 1970 comme Silvia Federici, Mariarosa Dalla Costa ou Leopoldina Fortunati ont ainsi revendiqué leur autonomie vis-à-vis des partis politiques et syndicats, ainsi que par rapport au mouvement opéraïste lui-même.

son tour, nécessite du travail pour être produite et reproduite ; « cela signifie que derrière chaque usine, derrière chaque école, derrière chaque bureau ou mine, il y a le travail invisibilisé de millions de femmes qui ont consommé leur vie, leur travail, à produire la force de travail qui travaille dans ces usines, écoles, bureaux, ou mines », nous dit Silvia Federici [2012, p. 31].

Si l'approche matérialiste de Christine Delphy [1970, 2003, 2005] en est souvent rapprochée, il est important de noter que la perspective féministe marxiste prend le contre-pied du dualisme théorique consistant à considérer le patriarcat et le capitalisme comme deux systèmes de production et d'exploitation distincts et autonomes. Si les deux approches d'inspiration marxiste – que l'on peut qualifier de « monisme » d'une part et de « dualisme » d'autre part – ont en commun la critique majeure de l'œuvre de Marx sur l'angle mort qu'y constitue le travail domestique, elles sont pour le moins opposées sur la manière d'analyser les liens entre patriarcat et capitalisme [Arruzza, 2010]. Les échanges qui animeront le *Domestic Labour Debate* se situent donc autour du débat dualisme/monisme d'une part – le capitalisme et le patriarcat constituent-ils deux systèmes de production distincts ou un seul et unique système ? – et autour de la problématique de la valeur d'autre part – le travail domestique produit-il de la valeur, et si oui, quel type de valeur ? Participe-t-il à la création de la valeur, et si oui, comment ?

Dans la perspective dualiste qui caractérise l'approche matérialiste de Christine Delphy⁵, le premier système de production et d'exploitation – le patriarcat – est propre à la sphère privée dans laquelle les femmes sont assignées au travail domestique qui bénéficie à la classe des hommes qui les exploitent. Dans cette perspective, le capitalisme, qui est alors un système de production et d'exploitation distinct du patriarcat, est celui dans lequel les travailleurs sont exploités par la classe capitaliste. Cette approche hybride consisterait donc à appréhender le patriarcat et le capitalisme comme deux ensembles distincts, ayant chacun un fonctionnement propre, et des antagonismes propres (d'un côté, la classe des femmes contre la classe des hommes et, de l'autre, la classe des travailleurs contre la classe capitaliste). Dans sa théorie générale de l'exploitation, Christine Delphy souligne que le travail domestique, accompli majoritairement par les femmes, bénéficie aux hommes : « Les hommes, en tant que groupe, extorquent du temps, de l'argent et du travail aux femmes, grâce à de multiples mécanismes, et c'est dans cette mesure qu'ils constituent une classe » [2003, p. 65]. Les féministes marxistes y opposent un cadre souvent plus unitaire même si, là encore, des approches différentes existent. Les féministes marxistes autonomes menant la campagne *Wages for Housework* mettent ainsi en avant que le capitalisme et le

⁵ Mais aussi celles de beaucoup d'autres théoriciennes féministes s'inspirant du marxisme, dont notamment l'États-Unienne Heidi Hartmann dans son célèbre article « The Unhappy Marriage of Marxism and Feminism: Towards a More Progressive Union », *Capital and Class*, n° 8, p. 1-33.

patriarcat ne constituent pas deux systèmes distincts mais deux aspects d'un même système qu'il convient d'appeler « le capitalisme patriarcal »⁶.

La question de savoir qui est « l'ennemi principal » et quelle est l'origine de l'oppression des femmes constituera le point nodal du grand débat sur le travail domestique des années 1970. En consacrant ce débat, les années 1970 sont aussi le moment de controverses opposant des théoriciennes qui, d'inspiration marxiste, n'expliquent pas de la même manière l'oppression des femmes. Ces conflits théoriques sont aussi liés, comme le note Maxime Cervulle [2016], à différentes réceptions des théories féministes d'inspiration marxiste dans différents contextes culturels, notamment des deux côtés de l'Atlantique et de la Manche. La controverse qui oppose Christine Delphy aux théoriciennes britanniques Michèle Barrett et Mary McIntosh en 1979 est particulièrement révélatrice, en ce qu'elle témoigne d'une conception différente des rapports entre travail reproductif et production capitaliste et, donc, d'une conception différente de l'autonomie ou non du patriarcat par rapport au capitalisme. Michèle Barrett et Mary McIntosh [1979] critiquent d'abord le caractère autonome que Christine Delphy confère au « mode de production domestique » [1970] – périphrase de patriarcat – vis-à-vis du mode de production capitaliste, ainsi que son utilisation même du concept de patriarcat, qu'elles jugent insuffisamment historicisé et universalisant. En priorisant l'institution du mariage dans l'explication de l'oppression des femmes, l'analyse ne prendrait pas en compte les différences de classes au profit d'une « classe des femmes ». Dans le prolongement de cette critique du caractère transhistorique et universel de l'approche matérialiste de Christine Delphy, elles critiquent sa conception de l'idéologie qui ne comporterait pas de véritable dimension matérielle et manquerait ainsi les apports d'Althusser, relatifs aux forces de détermination propres de l'idéologie, liées à la culture et au langage.

Christine Delphy répondra aux critiques qui lui sont adressées par les Britanniques en arguant de sa méthode matérialiste empruntée à Marx (qui toutefois se distingue de la méthode marxiste proprement dite), avec pour but de mettre l'accent sur les aspects économiques de l'oppression des femmes, souvent réduite à la question des stéréotypes [Delphy, 2001 (1970)]. Comme le note Maxime Cervulle [2016] dans son réexamen de la controverse opposant la matérialiste française aux Britanniques, le débat est révélateur du contexte intellectuel britannique de l'époque, qui voit foisonner les analyses s'inscrivant dans le « matérialisme culturel » tel que défini par Raymond Williams dans le champ des *cultural studies* [1977].

L'intérêt de ce détour par les analyses féministes-marxistes du travail domestique est qu'elles fournissent, en mettant en

⁶ *Le Capitalisme patriarcal* est le titre du dernier ouvrage de Silvia Federici, paru aux éditions La Fabrique en 2019.

⁷ Le terme de *workfare*, inspiré de celui de *welfare*, désignait à l'origine le travail gratuit effectué en échange d'allocations sociales aux États-Unis, mettant ainsi en avant l'idée que le « bien-être » et les aides sociales ne sont désormais plus accessibles *via* les garanties d'un État-Providence mais en travaillant, souvent dans des travaux d'intérêt général. Il s'agit d'activités contribuant à la reproduction sociale au sens large, comme le nettoyage de parcs publics, objet de l'enquête menée par Maud Simonet et John Krinsky dans leur ouvrage *Who cleans the park? Public work and urban governance in New York City*, The University of Chicago Press, 2017. Maud Simonet y revient dans son dernier ouvrage, 2018, p. 49-62.

⁸ Le *digital labor*, regroupant « les activités numériques quotidiennes des usagers de plateformes sociales, d'objets connectés ou d'applications mobiles » [Cardon et Casilli, 2015, p. 13], est analysé par Maud Simonet [2018] sous l'angle de sa gratuité et de la valeur qui en est captée. Elle aborde ainsi les enjeux centraux soulevés par ce travail gratuit sur internet, comme celui des frontières entre travail et loisirs, ou celui d'une valeur produite sans l'intention de travailler.

avant l'importance de ce travail reproductif prenant place dans la sphère domestique, une grille d'analyse valable pour les autres formes de travail gratuit et/ou insuffisamment reconnu, au-delà de la sphère domestique. Maud Simonet donne à voir, dans son ouvrage *Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?* [2018] comment l'analyse féministe-marxiste du travail domestique – nourrie des débats entre féminismes matérialiste et marxiste – permet de saisir les enjeux et problématiques posés par les nouvelles formes de travail gratuit, du *workfare*⁷ aux stages étudiants non rémunérés, en passant par le *digital labor*⁸. L'intérêt de cette perspective qui met au jour l'économie politique du travail domestique et reproductif réside donc également dans sa portée plus générale.

PAR-DELÀ LA SPHÈRE DOMESTIQUE : FÉMONATIONALISME ET NOUVELLE DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

S'il paraît tout à fait pertinent de s'intéresser à la problématique transversale du travail gratuit et reproductif au regard des analyses du travail domestique, il semble tout aussi important de relever les nouvelles questions que posent les évolutions récentes du travail reproductif et de *care*. De plus en plus privatisé, le secteur du travail reproductif et de *care* tend, en Occident, à intégrer le marché des services et donc à acquérir une valeur d'échange ; une partie de ce travail sort donc de la gratuité. Devient-il pour autant un « travail reconnu » ? Qu'impliquent sa privatisation et son entrée sur le marché des services ? Devient-il, du même coup, producteur de valeur ?

À cet égard, il faut d'abord noter que les féministes noires marxistes des États-Unis mettent en avant certaines de ces dimensions dès les années 1940, en insistant sur la nécessité de penser le travail reproductif au-delà de la sphère domestique « familiale », ici à comprendre comme la sphère domestique de sa propre famille. Plus précisément, si les revendications des femmes blanches de la classe moyenne états-unienne se concentrent sur le travail domestique qu'elles assurent gratuitement au sein de leur propre famille, les féministes marxistes noires mettent en avant le travail domestique qu'elles assurent en dehors de leur sphère familiale, auprès de familles blanches de classe moyenne. Dans « *an End to the Neglect of the Problems of the Negro Woman!* », Claudia Jones, militante du parti communiste américain de 1936 à 1950, fait état de l'ampleur du rôle d'employée de maison des femmes noires états-uniennes. Elle ajoute que, si les femmes noires ont par la suite intégré d'autres domaines professionnels que ceux du travail domestique (toujours chez autrui) et du service à la personne, cette tendance s'est intensifiée avec la crise économique, contraignant les femmes noires à

retourner vers le travail d'employées de maison. Elle s'accompagne d'une campagne d'incitation consistant à rendre le travail d'employée de maison attirant : « Tous les jours, des publicités dans la presse qui fondent leurs arguments sur l'affirmation selon laquelle la plupart des employées de maison qui candidatent pour des places en passant par l'U.S.E.S. (*United States Employment Service*) "préfèrent ce type de travail au travail dans l'industrie", exaltent les "vertus" du travail d'employée de maison, et tout particulièrement des "places logées" » [Jones, 1949, p. 6]. Angela Davis reprendra ce constat en 1981 en critiquant la stratégie de la campagne *Wages for Housework*, soulignant qu' :

« Aux États-Unis, les femmes de couleur – et notamment les femmes noires – reçoivent des salaires pour le travail ménager depuis des décennies. [...] À cause de l'intrusion supplémentaire du racisme, un grand nombre de femmes noires devaient faire leur propre travail domestique et celui d'autres femmes. Et souvent, les exigences du travail dans la maison d'une femme blanche forçaient les travailleuses domestiques à négliger leur propre foyer voire même leurs propres enfants. En tant qu'employées de maison rémunérées, elles ont été appelées à être des femmes et mères de substitution dans des millions de maisons de familles blanches » [Davis, 1981, p. 237-238].

On peut à certains égards rapprocher ce que décrit Claudia Jones de la tendance actuelle d'incitation des femmes migrantes à occuper le secteur professionnel du travail reproductif et de *care* sur laquelle s'est penchée Sara Farris dans son analyse. Dans le quatrième chapitre de son ouvrage, l'auteure montre comment les politiques d'intégration civique en France, en Italie et aux Pays-Bas, ont été mises en œuvre en orientant les femmes migrantes qui suivent des programmes d'intégration civique vers le secteur du travail domestique et du *care* :

« Les femmes migrantes non européennes/non occidentales ont été encouragées à aller vers des activités professionnelles qui ont été traditionnellement conçues comme des vocations féminines, ce contre quoi le mouvement féministe d'Europe occidentale s'est engagé dans des batailles historiques. En d'autres termes, même si l'intention explicite de ces politiques était de promouvoir l'intégration et l'indépendance économiques des femmes migrantes et leur participation dans la sphère publique, elles ont *de facto* contribué à situer ces femmes dans la sphère privée. » [Farris, 2017, p. 117].

Sara Farris met en évidence les mécanismes par lesquels s'est concrétisée cette incitation, à commencer par les orientations et lignes directrices des politiques de l'Union européenne en matière d'intégration des « *Third Countries Nationals* » (« Ressortissants de Pays Tiers »)⁹. L'auteure s'attache aussi à montrer l'asymétrie entre le traitement des migrant-e-s qualifié-e-s et les moins qualifié-e-s, ces dernier-e-s étant davantage soumis-e-s aux politiques de *workfare*, consistant à travailler gratuitement pour accélérer le processus d'intégration. Pour les femmes migrantes, il s'agit souvent d'activités en lien avec le *care* [Ehrenreich et Hochschild, 2004].

⁹ Toute personne qui n'est pas citoyenne de l'Union européenne au sens de l'article 20(1) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) et qui ne jouit pas de la libre circulation au sein de l'Union européenne telle que définie dans le Règlement 2016/399 fixant le code frontières Schengen. Voir Sara Farris, *op. cit.*, p. 124-130.

Les évolutions du secteur du *care* nous invitent en effet à penser le travail reproductif au-delà de la distinction entre travail salarié et non-salarié, en considérant les implications de cette privatisation croissante et les reconfigurations de la division genrée et racialisée du travail qu'elle implique. Silvia Federici replace ces évolutions dans le cadre de la Nouvelle Division Internationale du Travail (NDIT) et tire les implications de cette « restructuration mondiale du travail reproductif » [2012, p. 66] :

« Dans ce contexte, mon premier objectif est de montrer que la mondialisation de l'économie mondiale a provoqué une crise majeure dans la reproduction sociale des populations en Afrique, en Asie, en Amérique latine, et qu'une nouvelle division internationale du travail s'est construite sur cette crise qui mobilise le travail des femmes de ces régions pour la reproduction de la main-d'œuvre "métropole" » [Federici, 2012, p. 66].

Prendre en compte les reconfigurations du secteur du travail reproductif et du *care* semble d'autant plus important au regard du contexte fémonationaliste dans lequel elles ont lieu. L'utilisation de la rhétorique féministe par des acteurs politiques nationalistes et/ou néolibéraux et sa convergence avec des politiques féministes institutionnelles – *via* l'utilisation de *rescue-narratives* (récits de sauvetages) à l'attention des femmes migrantes – sont également un élément clé à considérer selon la perspective féministe-marxiste. En forgeant le concept de fémonationalisme, Sara Farris [2017] désigne la convergence entre les partis nationalistes, les gouvernements néolibéraux et les intellectuelles féministes, politiciennes et « fémocrates », dans la promotion – intentionnelle ou non intentionnelle – de politiques d'exclusion raciale au nom des droits des femmes. En décrivant le fémonationalisme comme une convergence plutôt qu'une instrumentalisation, l'autrice insiste sur l'implication simultanée de différent-e-s acteurs-rices qui ont, *a priori*, différents objectifs placés sur des agendas politiques distincts. L'autrice montre aussi plus largement l'asymétrie genrée qui existe entre le traitement des hommes migrants, d'une part, et des femmes migrantes, d'autre part, supposant des formes de racialisation du sexisme [Hamel, 2005]. De plus, les rhétoriques et *rescue-narratives* féministes déployées à l'égard des femmes migrantes donnent une place centrale à l'indépendance économique comme voie émancipatrice. Dans le même temps, la conjoncture européenne est caractérisée par une population vieillissante impliquant une demande croissante dans le secteur du *care* ainsi que des politiques d'intégration professionnelle incitant les femmes migrantes à intégrer ce secteur¹⁰. S'il est un secteur marchand, il est aussi un secteur dans lequel les conditions de travail sont difficiles, portant toujours le poids de la dévaluation de ce travail traditionnellement réservée aux femmes, gratuit, et invisibilisé [Kofman et Raghuram, 2015 ; Parreñas, 2015].

¹⁰ Sara Farris développe cet aspect à travers son analyse critique des programmes d'intégration civique en Italie, en France et aux Pays-Bas.

La perspective féministe-marxiste contemporaine traite également de la sphère de la sexualité, et notamment de la problématique du travail sexuel – ici au sens des relations (hétéro)sexuelles dans le cadre du mariage – en l’inscrivant dans la continuité du travail reproductif assuré par les femmes [Fortunati, 1996 ; Federici, 2012]. Silvia Federici affirme que « le travail ménager, en fait, consiste en bien plus que la tenue de la maison. Il s’agit de servir le salarié, physiquement, émotionnellement, sexuellement, le rendre apte à travailler jour après jour en vue du salaire » [2012, p. 25]. Cette perspective est assez similaire à celle du *continuum* de l’échange économique-sexuel développé par l’anthropologue matérialiste Paola Tabet [2005] qui remet en cause l’opposition binaire entre les relations hétérosexuelles dans le mariage et la vente de services sexuels, inscrivant alors les dimensions sexuelle et affective dans la logique économique du mariage. Les féministes marxistes abordent ensuite la question de la vente de services sexuels, se positionnant ainsi dans le débat abolitionniste *vs* pro-droits. En remettant en cause le caractère gratuit de ce qu’elles considèrent comme un travail, de manière analogue au travail ménager, les féministes marxistes s’associent aux revendications des travailleurs/ses du sexe pour faire reconnaître leur activité comme un travail. Comme le note Morgane Merteuil dans son article « Le travail du sexe contre le travail » [2017], c’est en plein débat sur le travail domestique, en 1978, que le terme de *sex work* sera créé par Carol Leigh, militante féministe et travailleuse du sexe. Les féministes-marxistes invitent alors à repenser la vente de services sexuels en termes de travail, là où il n’est socialement pas considéré comme tel et fait l’objet de nombreux débats, y compris parmi les féministes.

DU TRAVAIL DOMESTIQUE AUX THÉORIES FÉMINISTES-MARXISTES DE LA REPRODUCTION SOCIALE

Les théories féministes-marxistes de la reproduction sociale cherchent ainsi à mettre en lumière l’ensemble du travail reproductif, consistant à « produire l’être humain », bien au-delà de la sphère domestique. Définies plus récemment dans un ouvrage dirigé par Tithi Bhattacharya [2017], les théories de la reproduction sociale peuvent être appréhendées comme un *corpus* visant à analyser les multiples processus sociaux par lesquels est reproduite la force de travail. Le premier pas consiste en l’élargissement de la théorie de la valeur-travail de Marx, en y faisant entrer la production de valeurs d’usage résultant du travail reproductif dans son ensemble.

Si Marx analysait la reproduction sociale comme la reproduction de l’ensemble du mode de production capitaliste¹¹,

¹¹ Pour Marx ; « Quelle que soit la forme sociale que le processus de production revête, il doit être continu ou, ce qui revient au même, repasser périodiquement par les mêmes phases. Une société ne peut cesser de produire non plus que de consommer. Considéré, non sous son aspect isolé, mais dans le cours de sa rénovation incessante, tout processus de production social est donc en même temps processus de reproduction », *op. cit.*, p. 247.

Johanna Brenner et Barbara Laslett suggèrent quant à elles une distinction entre reproduction sociétale – dans laquelle entrerait la définition de Marx – et reproduction sociale, qui ferait référence « aux activités et attitudes, comportements et émotions et responsabilités et relations directement liées au maintien de la vie, au quotidien et de manière intergénérationnelle » [1991, p. 314]. En ce sens, il s'agit de mettre en avant la relation entre le travail réalisé pour produire des marchandises et le travail réalisé pour produire le/la producteur/rice de marchandises (ou de biens et services). Comme le note Meg Luxton, l'objectif est de montrer comment « la production de biens et de services et la production de la vie font partie d'un processus intégré » [2006, p. 36].

En effet, Marx [1872] met l'accent sur la consommation individuelle de l'ouvrier comme ayant une fonction reproductrice de sa force de travail, davantage que sur le travail et l'ensemble des activités contribuant à la reproduction de la force de travail et plus largement au maintien de la vie et à la reproduction sociale. Lorsqu'il traite de reproduction sociale, Marx se concentre essentiellement sur la reproduction du mode de production capitaliste – notamment *via* le processus de production des marchandises – en montrant comment la valeur ajoutée est produite par ce processus. D'où l'intérêt porté aux consommations individuelle et productive du travailleur, ces dernières étant rendues possibles par le salaire, extrait du profit généré par la valeur d'échange d'une marchandise. Lorsqu'il traite de la valeur de la force de travail – qu'il aborde de manière épisodique et relativement floue – Marx évoque les objets de nécessité que doit consommer le travailleur afin d'entretenir sa force de travail, mais pas le travail nécessaire pour transformer ces objets/biens en moyens de subsistance concrets et consommables.

« Si le travail des travailleurs/ses produit toute la richesse dans la société, qui produit donc le/la travailleur/se ? » [Bhattacharya, 2017]. En posant la question plus large de la production et reproduction de la force de travail au quotidien, la théorie de la reproduction sociale proposée par les féministes-marxistes invite à penser la continuité entre travail domestique et travail reproductif, travail gratuit et travail rémunéré. Le travail reproductif ne s'arrête alors pas aux portes de la maison, mais s'étend à l'ensemble des productions et services consistant à assurer la capacité au travail, que ce soit les transports publics, l'éducation, la santé publique, les systèmes de pensions, etc. Penser le travail reproductif et la sphère de la reproduction sociale – entendue comme toutes les activités nécessaires à « produire le travailleur », à faire en sorte qu'il soit apte au travail dit productif au quotidien – au-delà de la sphère domestique, revient donc à appréhender plus largement le processus par lequel se reproduit la force de travail.

Le travail de Lise Vogel pose, dès 1983, les fondements desdites théories de la reproduction sociale en proposant une approche unitaire, dans laquelle la reproduction sociale consiste en la reproduction de la force de travail et de la société de classe dans son ensemble. Après le grand débat sur le travail domestique des années 1970, elle ira plus loin que les féministes-marxistes autonomes en affirmant que la famille n'est pas le seul lieu de la reproduction de la force de travail et insiste sur les logiques socio-historiques conditionnant les modalités de reproduction de la force de travail. Elle met ainsi l'accent sur les logiques de co-constitution du capitalisme et du patriarcat, en montrant comment l'oppression des femmes émane des relations de (re)production capitalistes dans une perspective socio-historique : « le développement spécifique de cette oppression est un sujet d'investigation historique et non théorique » [Vogel, 1983, p. 129]. Autrement dit, si, dans cette perspective, l'assignation des femmes au travail reproductif est une des modalités historiques dominantes de la reproduction de la force de travail à faible coût, elle est contingente et ne constituerait pas la base matérielle de l'oppression des femmes. Lise Vogel met en revanche l'accent sur un invariant historique et biologique en affirmant que « l'oppression des femmes dans les sociétés de classe est enracinée dans leur position différentielle par rapport au processus de remplacement générationnel »¹², ce dernier comprenant les capacités biologiques des femmes à la grossesse et à l'allaitement. Cette analyse rend le travail domestique moins central dans l'explication de l'oppression des femmes autant qu'elle ouvre la voie à une analyse en termes de race, en considérant les autres modalités de reproduction de la force de travail qui impliquent les travailleurs/ses migrant-e-s du Sud global ou les minorités d'origine post-coloniale des pays du Nord.

Si le débat des années 1970 se concentrait alors sur le rôle du travail domestique (essentiellement féminin) dans la production capitaliste, la théorie de la reproduction sociale d'inspiration féministe-marxiste y apporte aujourd'hui des réponses en dépassant les dichotomies sphère productive/sphère domestique et travail rémunéré/travail gratuit. Ce faisant, elle considère l'ensemble des activités quotidiennes nécessaires au maintien de la vie et à la capacité au travail, qu'elles aient lieu au sein de la sphère domestique/privée ou publique – comprenant alors les systèmes éducatifs, les systèmes de soins publics, les espaces de loisirs publics, les transports publics, etc. –, et pose ainsi que la reproduction de la force de travail n'a lieu que partiellement au sein de la famille. Elle analyse alors les relations sociales complexes qui entrent en compte dans ce processus de reproduction et les ressorts historiques qui ont permis cette reproduction sociale à plus large échelle. Parmi ceux-ci, la colonisation et l'esclavage sont alors lus au prisme de l'accumulation primitive

¹² Lise Vogel, *ibid.*, dans Susan Ferguson, *op. cit.*, p. 113.

[Anievas et Nişancioğlu, 2015 ; Batou, 2015 ; Federici, 2017], et l'immigration vers le Nord comme un des moyens par lesquels se régénère la main-d'œuvre, notamment dans une zone du monde voyant sa population vieillir et ses femmes quitter de plus en plus la sphère domestique pour rejoindre la sphère professionnelle. Elle intègre ainsi en son sein les relations sociales complexes liées au processus de reproduction de la force de travail, ouvrant la voie à une analyse incorporant la classe, le genre et la race.

* *
*

La perspective féministe-marxiste pense le travail domestique et reproductif comme participant à la sphère productive et à la reproduction sociale dans son ensemble. Elle fournit ainsi une analyse du fonctionnement capitaliste qui lui confère une dimension non seulement genrée et de classe, mais aussi racialisée. La prise en compte de la complexité des rapports Nord-Sud dans la nouvelle division internationale du travail lui permet en effet d'en tirer les implications liées au caractère genré et racialisé du secteur du *care* dans les politiques de migration et des droits des femmes. Ses apports se mesurent ainsi particulièrement à l'aune des nouvelles questions posées par les évolutions des secteurs du travail reproductif. La théorie de la reproduction sociale développée par les autrices féministes-marxistes permet notamment une analyse des différents axes d'oppression à travers la place centrale attribuée à la reproduction de la force de travail et à l'étude de ses modalités [Bhattacharya, 2017 ; Farris, 2017 ; Ferguson, 2019]. Cette focale permet de mettre au jour des dynamiques genrées et de classe mais aussi de race dans la reproduction de la force de travail, en prenant en compte différents processus historiques tels que la colonisation et l'esclavage lus à travers le prisme de l'accumulation primitive, et aujourd'hui les migrations Sud/Nord reconfigurant le secteur du *care* et du travail reproductif plus largement. Enfin, la perspective féministe-marxiste fournit une analyse politico-économique de la convergence entre féministes majoritaires, institutionnelles et féminocrates aux côtés d'acteurs/trices conservateurs/trices *via* le concept de fémo-nationalisme, allant au-delà de la thèse d'une simple « instrumentalisation » des droits des femmes.

BIBLIOGRAPHIE

- ANIEVAS Alexander et NIŞANCIOĞLU Kerem, 2015, *How the West Came to Rule: The Geopolitical Origins of Capitalism*, Londres, Pluto Press.
- ARRUZZA Cinzia, 2010, « Vers une union "queer" du marxisme et du féminisme ? », *Contretemps*, revue en ligne : [https://www.contretemps.eu/union-queer-marxisme-feminisme/]

ARRUZZA Cinzia, 2013, *Dangerous Liaisons: The Marriages and Divorces of Marxism and Feminism*, London, Merlin Press.

BATOU Jean, 2015, « Accumulation by Dispossession and Anti-Capitalist Struggles: A Long Historical Perspective », *Science & Society*, vol. 79, n° 1, p. 11-37.

BENSTON Margaret, 1969, "The Political Economy of Women's Liberation", *Monthly Review*, vol. 21, n° 4, p. 13-27.

BENSTON Margaret, 1970, « Pour une économie politique de la libération des femmes », *Partisans*, « Libération des Femmes : année zéro », n° 54-55, p. 23-31.

BHATTACHARYA Tithi (dir.), 2017, *Social Reproduction Theory. Remapping Class, Recentering Oppression*, Londres, PlutoPress.

BIDET-MORDREL Annie, GALERAND Elsa et KERGOAT Danièle, 2016, « Analyse critique et féminismes matérialistes. Travail, sexualité(s), culture », *Cahiers du Genre*, vol. 3, n° 4, p. 5-27.

BIDET-MORDREL Annie et BIDET Jacques, 2001, « Les rapports de sexe comme rapports sociaux », *Actuel Marx*, n° 30.

BOGGIO EWANJÉE-EPÉE Félix, MAGLIANI-BELKACEM Stella, MERTEUIL Morgane et MONTFERRAND Frédéric, 2017, *Pour un féminisme de la totalité*, Paris, Amsterdam.

BOURCIER Sam, 2018, *Queer Zones. La trilogie*, Paris, Éditions Amsterdam/Multitudes.

BRENNER Johanna et LASLETT Barbara, 1991, « Gender, Social Reproduction, and Women's Self Organization: Considering the US Welfare State », *Gender & Society*, vol. 5, n° 3, p. 311-333.

BRENNER Johanna et RAMAS Maria, « Rethinking Women's Oppression », *New Left Review*, n° 144, March-April 1984. [Traduit en français sur *Période*, [en ligne] <http://revueperiode.net/repenser-loppression-des-femmes/>]

CARDON Dominique et CASILLI Antonio, 2015, *Qu'est-ce que le digital labor?* Paris, INA Éditions.

DAVIS Angela, 1981, *Women, Race and Class*, New York, Vintage books.

DELPHY Christine, 1970, « L'Ennemi principal », *Partisans*, « Libération des femmes : année zéro », n° 54-55.

DELPHY Christine, 1982, « Un féminisme matérialiste est possible », *Nouvelles Questions Féministes*, n° 4, p. 50-86.

DELPHY Christine, 2001, *L'Ennemi principal, économie politique du patriarcat*, tome I, Paris, Éditions Syllepse.

DELPHY Christine, 2003, « Par où attaquer le "partage inégal" du "travail ménager" ? », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 22, n° 3, p. 47-71.

EHRENREICH Barbara et HOCHSCHILD RUSSELL Arlie, 2004, *Global Woman. Nannies, Maids, and Sex Workers in the New Economy*, New-York, Henry Holt and Company.

FARRIS Sara, 2017, *In the Name of Women's Rights. The Rise of Femonationalism*. Durham, Duke University Press.

FEDERICI Silvia, 2019, *Le Capitalisme patriarcal*, Paris, La Fabrique.

FEDERICI Silvia, 2017, *Caliban et la Sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive*, Genève, Entremonde et Sononevero.

FEDERICI Silvia, 2012, *Revolution at Point Zero. Housework, Reproduction and Feminist Struggle*, Oakland, PM Press.

FEDERICI Silvia et COX Nicole, 1975, « Counterplanning from the Kitchen », in Silvia FEDERICI, 2012, *Revolution at Point Zero. Housework, Reproduction and Feminist Struggle*, Oakland, PM Press, p. 28-40.

FERGUSON Susan, 2019, *Women and Work. Feminism, Labour and Social Reproduction*, Londres, Pluto Press.

FLOYD Kevin, 2013, *La Réification du désir : vers un marxisme queer*, Paris, Éditions Amsterdam.

- FORTUNATI Leopoldina, 1996, *The Arcane of Reproduction: Housework, Prostitution, Labour and Capital*, New York, Autonomedia.
- GALERAND Elsa et KERGOAT Danièle, 2014, « Consubstantialité vs intersectionnalité ? À propos de l'imbrication des rapports sociaux », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 26, n° 2, p. 44-61.
- HARTMANN Heidi, 1979, « The Unhappy Marriage of Marxism and Feminism: Towards a More Progressive Union », *Capital and Class*, n° 8, p. 1-33.
- JONES Claudia, 2014 (1949), « Femmes noires et communisme : mettre fin à une omission », *Revue Période* (traduction du texte original de Claudia Jones), [en ligne] <http://revueperiode.net/femmes-noires-et-communisme-mettre-fin-a-une-omission/>
- KOFMAN Eleonore et RAGHURAM Parvati, 2015, *Gendered Migrations and Global Social Reproduction*, Londres, Palgrave Macmillan.
- KOLLONTAI Alexandra, 1920, 1977 [1920], « Communism and the Family », *Komunistka*, n° 2, in Alexandra KOLLONTAI et Alix HOLT, 1978, *Selected Writings of Alexandra Kollontai*, Westport, Laurence Hill & Company.
- LUXTON Meg, 2006, « Feminist Political Economy in Canada and the Politics of Social Reproduction », in Kate BEZANSON et Meg LUXTON, *Social Reproduction: Feminist Political Economy Challenges Neoliberalism*, Montreal, McGill-Queen's University Press, p. 11-44.
- MARX Karl, 2010 [1865], *Salaires, prix et profits*, Genève, Entremonde.
- MARX Karl, 1872, *Le Capital*, Paris, Maurice Lachâtre.
- MERTEUIL Morgane, 2017, « Le travail du sexe contre le travail » in Félix BOGGIO EWANJÉE-EPÉE, Stella MAGLIANI-BELKACEM, Morgane MERTEUIL et Frédéric MONTFERRAND, 2017, *Pour un féminisme de la totalité*, Paris, Amsterdam.
- SIMONET Maud, 2018, *Travail gratuit, la nouvelle exploitation ?*, Paris, Textuel.
- SIMONET Maud et KRINSKY John, 2017, *Who cleans the park? Public work and urban governance in New York City*, Chicago, The University of Chicago Press.
- TABET Paola, 2005, *La Grande arnaque : sexualité des femmes et échange économico-sexuel*, Paris, L'Harmattan.
- THOMPSON William, 1983 [1825], *Appeal of one Half of the Human Race, Women, against the Pretensions of the other Half, Men, to Retain them in Political and thence in Civil and Domestic Slavery*, Londres, Virago. (écrit avec Anna Wheeler)
- TICKTIN Miriam, 2008, « Sexual Violence as the language of Border Control: Where French Feminist and Anti-immigrant Rhetoric Meet », *Signs*, vol. 33, n° 4, p. 863-89.
- VOGEL Lise, 2013 [1983], *Marxism and the Oppression of Women: Toward a Unitary Theory*, Chicago, Haymarket Books.